



Extrait des CEMEA

<http://www.cemea.be/Trajectoires.4186>

# Trajectoires

- Nos publications - Textes du CEME'Action - Expériences de terrain -

Date de mise en ligne : vendredi 3 février 2017

---

CEMEA

---

**Interroger le pouvoir d'agir, c'est prendre le temps de scruter des réalités environnantes, dans leur contexte, au travers de leurs acteurs et actrices, dans leur complexité.**

**Nous vous proposons trois trajectoires différentes, trois approches du pouvoir d'agir qui s'incarnent au travers de champs d'intervention variés. Il s'agit d'interviews et donc de regards singuliers qui racontent leur histoire, leur point de vue...**

Interroger le pouvoir d'agir, c'est prendre le temps de scruter des réalités environnantes, dans leur contexte, au travers de leurs acteurs et actrices, dans leur complexité.

Nous vous proposons trois trajectoires différentes, trois approches du pouvoir d'agir qui s'incarnent au travers de champs d'intervention variés. Il s'agit d'interviews et donc de regards singuliers qui racontent leur histoire, leur point de vue.

Bien qu'étant des expériences différentes, les trois interviews relatent l'importance de l'action collective tout en laissant de la place au désir et aux enjeux personnels dans la mise en oeuvre des dispositifs. L'action collective pour lutter contre les sentiments d'impuissance et transformer des idéaux, des valeurs... en actes.

Les interviews révèlent également l'importance des trajectoires des protagonistes : culture familiale, expériences en tant que jeunes, rencontres... Et aussi leurs parcours scolaires jalonnés d'espaces d'ouverture au monde, aux enjeux sociétaux... ou qui leur ont permis de s'essayer à une vraie participation démocratique, de prendre en charge l'animation de la vie scolaire... Les interviews tracent également des frontières perméables entre l'associatif et l'école, ce qui a manifestement permis de faire entrer « la vie » dans l'école ou d'investir la vie après les études.

Chaque action définit sa légitimité, parfois en défiance aux autres modèles d'action. Ce qui interroge nécessairement les alliances à sceller au détriment des concurrences à l'oeuvre, pour que le sens de l'action et ses effets soient la colonne vertébrale sans que ne vienne s'y greffer la compétition de l'action la plus « pure » ou la plus efficace.

Au final, apparaît également en filigrane le défi de maintenir une action politique incarnée en lien étroit avec les terrains -dans la vraie vie !-, sans y perdre son âme. Une recherche de cohérence permanente et nécessaire.

## **Rencontre avec Élodie Francart, porte-parole de la Plate-forme citoyenne de soutien aux réfugié-e-s Bruxelles, septembre 2015**

**CEMEA : Quel est ton parcours ?**

Élodie Francart : Il y a longtemps que je suis active sur les questions migratoires. Quand je suis arrivée à l'Université Libre de Bruxelles, pour mes études de sciences politiques, il y avait une occupation de sans-papiers dans le hall des sports. J'ai été très touchée par leur situation et je me suis proposée pour faire des animations avec eux. Je suis

allée au Maroc aussi, pour un projet de théâtre avec des réfugiés subsahariens et des jeunes Belges d'origine immigrée. C'est donc un parcours volontaire, de plus de dix ans.

Quand je me suis rendue sur le campement du Parc Maximilien la première fois, il y avait déjà une trentaine de tentes et tout était improvisé. Des gens arrivaient, déposaient où ils pouvaient des couvertures, de la nourriture ou des jouets. Il y avait beaucoup de bonne volonté, mais c'était chaotique. Je me suis dit qu'avant toute chose, il fallait organiser le travail. J'ai pris les coordonnées de chaque volontaire présent sur le campement et la nuit même, j'ai créé une page Facebook en mettant tous les volontaires en lien : la plate-forme de soutien était née... Et le lendemain, à mon réveil, il y avait 1500 personnes sur la page ! C'était incroyable !

Quand on s'engage, il faut une action réfléchie si l'on veut être utile pour les gens et pour les idées qu'on défend. « Je te donne et tu te débrouilles », c'est un peu court. La démarche de la plate-forme, c'est « Comment est-ce que je t'aide, pour que tu puisses te sentir devenir autonome ? » Responsabiliser les réfugiés, les associer à la démarche et ne surtout pas les infantiliser. Aujourd'hui, il y a plus de 26 000 personnes qui ont rejoint la plate-forme. Ce succès est notamment dû au fait que nous mobilisons les énergies sur des aspects très concrets. Quand on relaie aux volontaires « tel jour, telle heure, il y a un goûter : il faut penser à ça, on a besoin de telles choses... », ils savent dans quoi ils s'inscrivent, ce qu'il y a à faire et avec qui. Le plus difficile, c'est la prise d'initiatives : les gens ont peur de mal faire, ils n'osent pas se lancer... L'objet de la plate-forme est de faire émerger les initiatives et de les concrétiser. Quand quelqu'un propose une activité (un jeu avec les enfants, un spectacle, un repas...), on essaie de la rendre possible, on fixe un moment, on prévoit un espace.

C : Être dans l'action concrète, cela facilite les démarches citoyennes ?

E.F. : Que les actions soient concrètes, mais aussi qu'il y ait un cadre clair. C'est valable pour la plate-forme, comme partout quand on veut réaliser un projet. Le cadre posé dit que l'action est possible. Sur le campement, la création de l'école, la cuisine collective, les animations... sont des initiatives autonomes. Être entendus et soutenus dans leurs projets, cela rend les volontaires plus légitimes, plus sûrs du bien fondé de leur action. Il est indispensable de permettre aux volontaires de s'autonomiser dans leur engagement. C'est le coeur du projet de la plateforme : un cadre qui permette de proposer toute initiative, sans aucune mainmise, tout en ayant un espace réel de concrétisation et un soutien logistique.

C : Tu parles de mainmise : est-ce que tu as vécu - ou est-ce que tu vis actuellement - des tentatives de contrôle de la plate-forme ?

E.F. : Il faut distinguer différents niveaux dans nos interlocuteurs. Du côté des associations, je pense que c'est la première fois qu'elles voient un mouvement citoyen d'une telle ampleur. Il y a du respect pour ce que l'on fait et la plateforme collabore avec beaucoup d'associations pour des activités ou des projets, d'égal à égal : leur travail n'a pas plus de valeur parce que ce sont des organisations et on n'est pas au-dessus d'elles parce qu'on est un mouvement citoyen. C'est une vraie collaboration, qui se passe bien.

Avec la Croix-Rouge, c'est plus compliqué : ils sont mandatés par l'État fédéral et leur pouvoir d'action est très restrictif. La Croix-Rouge n'a pas le mandat d'intervenir directement sur le campement, puisque celui-ci n'a pas d'existence formelle et légale. Certains médias ont insinué que la plate-forme court-circuitait le travail de la Croix-Rouge. Quand on sait que les locaux du WTC, mis à disposition des réfugiés, ne sont accessibles que de 14 à 17h et de 20h à 7h du matin, alors que le campement est ouvert 24h/24, il ne faut pas nous reprocher que le WTC soit vide ! Si en plus, personne ne vient sur le terrain pour parler aux réfugiés, pour les informer, pour leur dire qu'ils doivent aller dans ce bâtiment...

La plate-forme a déjà tellement à gérer sur le campement. Nos volontaires font leur possible pour informer les réfugiés : cela implique de recueillir les informations, les vérifier pour ne pas propager de rumeurs, trouver des traducteurs dans toutes les langues du campement, faire le tour des tentes... Cela demande une énergie d'une ampleur telle qu'on a du mal à garantir la transmission des informations « officielles ». Il y a donc des tensions, mais nos relations n'en sont toutefois pas au stade de la rivalité évoquée par les médias : la plate-forme ne concurrence pas avec la Croix Rouge, mais quand ils ne font pas leur travail (car le Fédéral ne leur donne ni le mandat, ni les moyens de le faire), on agit nous-mêmes. Et cela dérange.

C : En quoi est-ce que votre mouvement citoyen dérange ?

E.F. : Tout d'abord, parce que les politiques n'ont aucun contrôle sur son organisation et son action. La Croix-Rouge agit selon son mandat, la Ville de Bruxelles agit dans un certain contexte politique, notre plate-forme agit en fonction des idées et de la volonté de citoyens. Je pense aussi que cela ternit l'image des politiques qu'un camp de réfugiés soit géré uniquement par des citoyens. Ensuite, les politiques n'ont pas de regard sur ce qui se passe sur le campement. Ils ne sont pas sur le terrain, contrairement à nous. Ils ne peuvent donc pas faire ce qu'ils veulent : faire évacuer le campement de force par la police, par exemple. Enfin, la plate-forme est invitée dans les négociations autour de l'avenir des réfugiés : il y a un interlocuteur de plus autour de la table, un acteur de terrain qui ne se laisse pas embobiner par les beaux discours, qui peut dénoncer, critiquer, démonter les propos mensongers... Ce n'est pas dans leur intérêt que nous ayons un accès à la parole publique.

C : Comment la plate-forme est-elle organisée ?

E.F. : Il y a plusieurs structures, qui interagissent tout le temps. Il y a d'abord « le comité », créé au tout début de la plate-forme : un groupe-pilote de 10-12 personnes qui coordonne l'ensemble de l'action. « Le groupe de 16 heures » est le groupe le plus important, car il gère tout le campement. Il est composé de tous les responsables des pôles (stockage, gestion des couvertures, gestion de la nourriture, gestion des tentes, cuisine, animations, etc.), soit 35-40 personnes. Tous les jours à 16 heures (d'où son nom), les membres du groupe se réunissent pour faire le point, parler des problématiques du campement, écouter les besoins... Ce n'est pas toujours facile, il y a des désaccords, des tensions sur les priorités, car il s'agit souvent de gérer l'urgence et des vies sont en jeu.

Le troisième groupe est celui des commissions extérieures, qui travaillent sur douze thématiques issues de l'assemblée générale, plus éloignées du quotidien du campement, mais nécessaires : solidarité internationale, financement, aspects juridiques, etc. Les commissions se réunissent une fois par semaine pour évaluer le travail effectué, refixer les objectifs... Et enfin, il y a l'assemblée générale, organisée toutes les deux-trois semaines sur le campement ou, quand on est trop nombreux, sur l'esplanade de la Gare du Nord. Elle est ouverte à tous les volontaires et tous les réfugiés. Les quatre groupes interagissent de manière horizontale, avec des relais à différents niveaux. Ce qui complique les choses, c'est que les membres des groupes changent souvent, à l'image des réfugiés dans le campement. Nous sommes des citoyens ordinaires : certains travaillent, d'autres sont aux études, partent en vacances, sont malades... La vie continue, en dehors du campement. Quand de nouvelles personnes rejoignent la plateforme, il faut prendre le temps de les accueillir, expliquer les fonctionnements, les écouter : cela demande aussi beaucoup d'énergie.

C : Tu es identifiée comme porte-parole de la plate-forme, comment le vis-tu ?

E.F. : J'ai créé la plate-forme, je suis donc devenue la principale interlocutrice vis-à-vis des médias, mais aussi dans les négociations politiques, au niveau fédéral comme avec la ville de Bruxelles. Cela ne me dérange pas, mais ce n'est pas ce que je préfère. Je suis quelqu'un de terrain : j'ai voulu rester à la coordination générale du camp, pour rencontrer les gens, écouter leurs besoins. Mais le campement a pris beaucoup d'ampleur et il y a tellement d'arrivées et de départs, de réfugiés comme de volontaires, que j'ai du mal à rencontrer tout le monde. Il y a eu des

tensions, certains se disant : « Qui est cette fille qui parle pour nous à la télévision ? » On a dû mettre les choses au point et clarifier mon mandat. Dans l'imaginaire de certains, passer à la télé c'est le meilleur rôle, alors qu'en fait c'est ingrat. J'ai une visibilité c'est vrai, mais je suis aussi en première ligne. La plate-forme est incarnée, je la représente : les attaques et les critiques passeront d'abord par moi. Comme insinuer que je suis carriériste ou bien que je vise un mandat politique... alors que la politique ne m'intéresse pas du tout.

Les partis politiques actuels ne me parlent pas. Je ne m'identifie à aucun d'entre eux. Je ne veux pas devoir suivre une ligne directrice ou être contrainte par une idéologie. La politique, telle que je la vis ces derniers jours, représente des jeux de pouvoir qui me laissent de glace. Il est question de la vie de centaines de personnes et j'assiste à des petites guéguerres où l'on se rejette les responsabilités, pour s'assurer un électorat.

Si adhérer à un parti ne m'intéresse pas, je fais sans aucun doute de la politique à travers mon engagement citoyen. Ce que l'on fait sur le campement est un acte politique, qui se vit et s'agit sur le terrain : on défend une certaine vision de la société et on promeut des valeurs humanistes. La dignité, l'accueil de l'autre, mais aussi le respect des conventions internationales... Ce sont nos valeurs et nous les défendons sans nous soumettre à un quelconque parti. Quand nous revendiquons la dignité pour tous, c'est la dignité pour tous sans exception : on ne va pas commencer à exclure ceux-là parce qu'ils viennent de tel pays, ceux-ci parce qu'ils fuient telle région, etc. Aucun parti ne se positionne clairement sur le sort des réfugiés. Aucune famille politique n'ose dire ouvertement « Nous soutenons les réfugiés », de nouveau pour des questions électorales. Ceux qui font le plus de bruit et qui ont le message le plus clair actuellement sont les racistes et les xénophobes.

Pour soutenir la cause des sans-papiers et des réfugiés, j'estime que mon pouvoir d'action est bien plus grand là où je suis que dans un parti politique. Maintenant, si mon objectif était de changer le système, je devrais rejoindre un parti (ou en créer un) pour agir de l'intérieur. Mais vu l'inertie actuelle, que ce soit dans l'opposition ou dans la majorité, vu les contraintes auxquelles les politiques sont confrontés, je ne vois pas comment on pourrait changer le système... Tandis qu'il y a tant de choses que l'on peut faire sur le terrain ! La plate-forme a permis aux réfugiés de ne pas dormir dehors, d'avoir un peu d'intimité, on leur a offert de la nourriture, des couvertures, une chaleur humaine, des moments où ils peuvent danser, écouter de la musique, s'amuser entre eux et avec d'autres, aller à l'école... On crée pour eux et avec eux une forme de normalité, même si au-dehors c'est la jungle.

C : Comment vois-tu l'avenir ? Du campement, de la plate-forme ?

E.F. : J'espère que le campement n'aura bientôt plus de raison d'être, que tous les réfugiés seront pris en charge et relogés dans des bâtiments adéquats. Avant la pluie, le froid, l'hiver... Sinon la situation va devenir catastrophique. Mais la plate-forme va continuer, même après le camp. Un incroyable mouvement citoyen s'est créé et il faut préserver cette énergie. L'un des objectifs de la plate-forme est de sensibiliser l'opinion publique sur le sort des réfugiés. Changer les regards et sortir les réfugiés de l'anonymat, leur donner un visage. Derrière les mots « réfugiés », « demandeurs d'asile » ou « migrants », il y a des milliers d'histoires. Sur notre page Facebook, nous proposons chaque jour le portrait d'un réfugié du camp. Cela permet de déconstruire les préjugés.

Les projets sont nombreux et la plate-forme coordonne les énergies, mais les initiatives restent individuelles, citoyennes. Des volontaires ont créé une banque de données de logements chez des particuliers, que l'on doit encore traiter. On a besoin de cours de français pour adultes, de trouver un endroit convenable pour l'école et les animations. On va organiser des tables de conversation, des rencontres entre citoyens et réfugiés, avec des repas, des événements culturels... Mais la transition ne sera pas facile. Le campement permet aux volontaires d'avoir un lieu pour s'organiser et aux réfugiés de se rencontrer, de sortir de leur isolement. Il faudra trouver un autre espace. On a une équipe très polyvalente, avec des juristes et des économistes, qui sont en train de voir ce qui serait le mieux pour la suite. Se constituer en asbl ou pas.... Nous voulons continuer à sensibiliser l'opinion publique sur le sort des réfugiés. Même s'ils sont un jour relogés, tout ne sera pas réglé pour autant.

C : Envie de rajouter quelque chose ?

E.F. : Vous travaillez avec des jeunes : dites-leur de ne pas avoir peur de l'engagement.

Tout est possible. On le vit avec la plateforme citoyenne. Je croise tous les jours des volontaires qui me disent : « Cette plate-forme me redonne de l'espoir dans l'humain. » Je pense que s'il y a la volonté et l'opportunité (le moment-clef qui provoque les choses), on peut agir et à différents niveaux.

Aujourd'hui, nous vivons un moment-charnière dans notre société. Je pense que nous sommes à l'aube de quelques années très tendues en terme de racisme et de xénophobie... C'est maintenant qu'il faut bouger et qu'il faut sensibiliser. Pour faire contre-poids à ces stéréotypes racistes. On est plus nombreux qu'eux : il faut faire savoir que l'on n'est pas d'accord avec leurs discours haineux. Que l'on soit jeune ou moins jeune, ado ou adulte, l'engagement est possible.

**Note** : Quelques jours après cette rencontre, une marche citoyenne de soutien aux réfugié-e-s rassemblait plus de 20.000 personnes dans les rues de Bruxelles.

*Le 1er octobre 2015, la plate-forme citoyenne annonçait dans la presse qu'elle se retirait du campement du Parc Maximilien, tout en poursuivant ses activités, notamment le relogement de familles de réfugié-e-s chez des particuliers, l'école, les animations pour les enfants, les activités culturelles (ateliers d'écriture collective, ateliers de cuisine du monde, ciné-club)... La principale raison invoquée à ce retrait par la coordination de la plate-forme est son instrumentalisation par les pouvoirs publics pour légitimer leur inaction.*

## Rencontre avec Barbara Trachte - Députée Écolo au Parlement bruxellois et au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles Bruxelles, juin 2016

CEMEA : Quel est ton parcours, ton trajet personnel ?

Barbara Trachte : C'est certainement d'abord un parcours familial. Mon père travaillait à Amnesty International, ma mère était infirmière et avait décidé de travailler au « Petit Château » qui était déjà un centre d'accueil pour réfugiés. La prise de conscience a donc été précoce et j'ai le sentiment que la notion d'engagement, dans le sens de s'engager pour pouvoir changer la société, a toujours été présente dans ma vie. Déjà toute petite, mes parents m'emmenaient aux manifs, j'assistais à des réunions... Ma mère est rwandaise et une partie de ma famille a été victime du génocide. Après 1994, mes parents ont fait partie des collectifs qui ont déposé plainte pour crimes contre l'humanité et qui se sont battus pour faire en sorte que des procès aient lieu... D'ailleurs, un des procès concernait directement ma famille. Ce combat de mes parents, nous l'avons suivi de près mon frère et moi : toutes ces démarches, collectives, judiciaires, médiatiques, m'ont marquée. Incontestablement, mes parents m'ont démontré qu'on peut certes penser des choses, mais aussi qu'on peut faire des choses. Qu'il faut se démener, ne pas se laisser faire... même si l'action collective, c'est très fatigant et que cela demande du temps et de l'investissement.

Cela s'est concrétisé dans le choix de mes parents pour mon école primaire : une école à pédagogie active, d'inspiration Freinet, où l'on montrait aux élèves, même très jeunes, que l'on a du pouvoir entre ses propres mains. C'était une école où les initiatives étaient soutenues, souhaitées même. Ils avaient mis en place des « conseils

citoyens » pour une implication des élèves à la vie de l'école, avec un réel processus participatif : la voix de l'élève avait de l'importance.

En secondaire, je suis allée dans une école qui n'était pas d'inspiration Freinet, mais où il y avait plein d'opportunités pour les élèves, pour faire des choses, pour s'engager : des stands Oxfam, des campagnes Amnesty, des pétitions, des sensibilisations par des associations... L'engagement est une démarche individuelle, mais dans cette école on nous encourageait à nous investir rien qu'en nous montrant tout ce qu'il était possible de faire. Je me souviens qu'une fois par an était organisée une journée où il n'y avait pas cours, mais où les profs invitaient des personnes à témoigner sur leurs parcours de vie : des réfugiés, des militants, des résistants... C'était une école où ce genre d'initiatives était mis en valeur, au point parfois de prendre le pas sur les apprentissages formels.

De plus, notre école secondaire a été fort touchée par les grandes grèves dans l'enseignement des années 90. Nos profs étaient très mobilisés, ce qui était logique, puisqu'on baignait dans un climat d'engagement. À la fin du mouvement de grève, en rentrant dans l'école, des enseignants ont décidé de mettre en place ce qu'on a appelé « Vigilance démocratique », c'est-à-dire l'idée de faire du lien entre le monde politique et l'école, en invitant quatre élus politiques, trois fois par an, pour les interroger sur des événements, des prises de position... C'étaient les mêmes personnes qui revenaient, pour qu'on puisse leur demander ce qu'elles avaient fait dans l'intervalle, afin de rendre des comptes en quelque sorte. Je me souviens des premières réunions : j'étais en troisième secondaire et je n'étais pas encore très affirmée, ni militante et ce sont mes parents qui m'avaient poussée à y aller... Les réunions étaient organisées en soirée et les élèves étaient derrière les adultes dans la salle, un peu en retrait : c'étaient les parents et les profs qui portaient le projet et prenaient la parole.

Au fil des réunions, les élèves se sont affirmés et ont commencé à prendre les choses en main : on se mettait devant, on a pris confiance, on s'est mis à poser des questions... Puis, les élèves ont décidé que ce n'étaient pas aux adultes de préparer les réunions : on a choisi les sujets, mené les débats et chaque réunion était précédée de temps de préparation où on faisait venir, selon les thématiques, un professeur d'université, le délégué général aux droits de l'enfant, etc. Peu à peu, on a gentiment fait comprendre aux profs et aux parents qu'ils avaient encore le droit de venir aux réunions, mais qu'ils ne devaient plus porter le projet !

Toutes ces choses ont éveillé ma conscience politique. C'est à ce moment-là aussi, vers 15 ans, que je suis devenue bénévole à Oxfam, à Amnesty : tout ce qu'il était possible d'investir, j'investissais. Cela n'a donc rien d'extraordinaire comme parcours... c'est plutôt un processus. À tout juste 18 ans, j'ai pu voter pour la première fois et je me suis logiquement tournée vers le parti qui, selon moi, représentait le mieux les générations futures et défendait des enjeux de société fondamentaux. J'ai donc voté Ecolo. Ensuite, à l'université, j'ai vraiment pris contact avec le parti et assez vite, je m'y suis engagée.

C : Agir comme tu le faisais, dans le monde associatif, cela ne t'a plus paru suffisant ?

B.T. : J'avais envie d'aller au cœur de la prise de décisions. Pas parce que je trouvais que le travail associatif n'était pas suffisant, au contraire, mais je voulais découvrir une autre manière d'agir. Les deux champs d'action sont tout à fait complémentaires. Je suis d'ailleurs toujours membre d'Oxfam ou d'Amnesty, même si j'y suis moins active ou plus de la même manière. Pour moi, il s'agissait vraiment de participer à des processus de prises de décisions, collectives, communes, plus généralistes aussi, plus globales.

Dans mon parcours professionnel en tant qu'avocate par contre, j'ai vite ressenti les limites de mon action. J'ai défendu des demandeurs d'asile, dont certains pour lesquels j'ai pu obtenir le statut, mais c'était terriblement frustrant. J'obtenais des résultats pour ces gens, pour ces familles (sachant que pour un dossier gagné, il y en a plein qui sont perdus), c'était une satisfaction indéniable, mais cela ne changeait rien aux règles d'octroi du statut de demandeur d'asile ! Et pour moi, c'était le système qu'il fallait changer ! Être avocate en droit des étrangers ne permet pas d'agir sur les politiques d'asile, il faut de l'action collective. Ce n'est pas pour autant qu'en faisant de la politique, j'ai pu tout changer, car le rapport de forces n'est pas toujours du bon côté, mais quand même...

C : Tu dis avoir voulu être au coeur du pouvoir de décisions, quel a été ou quel est ton réel pouvoir décisionnel ?

B.T. : En Belgique, ce n'est pas simple : il y a plein de niveaux de pouvoir, de partis et de coalitions... Forcément, j'ai connu des déceptions. Liées aussi à une certaine forme de lenteur, de procédures complexes : cela ne va pas toujours ni assez vite, ni assez loin. Mais il y a des victoires aussi.

Quand je suis entrée au parlement, Ecolo était dans la majorité et on a réussi à faire des choses dont je suis sûre qu'elles n'auraient pas été faites par d'autres. Actuellement, on est dans la majorité à Schaerbeek, où je suis conseillère communale et je vois tout ce que nos échevins accomplissent et ce que cela produit concrètement pour les citoyens et citoyennes. On se sent utile, je me sens utile. Mettre en oeuvre des politiques à long terme me donne le sentiment de participer à des choses qui peuvent paraître des évidences quand on a de grands idéaux, mais qui se matérialisent dans la vie des gens. Et c'est cela qui m'intéresse.

C : Quel regard jettes-tu sur les nouveaux mouvements citoyens, dont on dit que beaucoup des personnes qui les composent ou les initient seraient des déçu-e-s de la politique ?

B.T. : Je les comprends. La situation politique actuelle est compliquée : il y a à la fois tellement de choses à faire et tellement de complexité institutionnelle ou de coalitions partisanes qui freinent l'action. C'est parfois décevant. Actuellement, avec ce climat de lutte contre le terrorisme, on voit bien qu'il y a des modèles où il est compliqué de prendre des décisions, notamment par rapport à l'accueil des réfugiés. Je trouve que ces initiatives citoyennes sont salutaires. Je préfère voir les gens agir, passer la nuit debout, émettre des revendications, occuper Wall Street... plutôt que de sombrer dans le repli sur soi et la résignation. Cela témoigne d'une envie de changement, d'un mouvement chez les jeunes et les moins-jeunes, avec une prise de conscience de la nécessité d'agir collectivement. Cela ne me pose aucune difficulté, je trouve cela sain que le politique soit ainsi interpellé... et se fasse engueuler aussi. De plus, il y a plein de revendications portées par ces mouvements citoyens pour lesquelles je me dis qu'il serait possible de faire cause commune ! C'est vrai qu'on n'est pas forcément sur les mêmes champs d'action (ils ne sont pas que sur des revendications politiques, certains mouvements citoyens font de l'animation culturelle, de l'éducation permanente, de l'occupation de l'espace public... ), mais il y a des ponts à créer.

C : Est-ce que tu t'es déjà sentie coincée par la ligne de conduite de ton parti ?

B.T. : Comme je l'ai expliqué, j'ai vraiment été bercée depuis toute petite dans l'action collective et dans ce qu'elle implique parfois comme discussions, négociations ou concessions. Dans tout groupe humain, il y a toujours un moment où cela frotte et où il faut faire des compromis. Mais je sais aussi que la force est collective.

Je pense qu'il faut relativiser cette prétendue tension entre parti et individu(s). Elle est souvent plus fantasmée que réelle. Mais cela dépend certainement des partis, de leurs configurations et de leurs modalités organisationnelles, peut-être aussi des combats individuels de certaines personnes.  
Ou bien des ego.

Ce qui est bien avec Ecolo, c'est qu'on peut discuter de tout : quand il y a des tensions, on met en place des temps et des espaces pour traiter les choses, individuellement ou en groupe. On donne les moyens de discuter, de débattre... Les décisions ne sont jamais prises sans concertation, ni sans tenir compte des avis des uns et des autres. Je peux essayer de convaincre, on peut essayer de me convaincre. C'est de là qu'on construit quelque chose. C'est sans doute pour ça que je ne me suis jamais sentie coincée ou en totale contradiction avec une décision. Je n'ai jamais vécu de moment où je me serais dit : « Si c'est comme cela, alors ce sera sans moi ! ». Mon parti défend une idéologie, des valeurs, qui sont fondamentales et dans lesquelles je me retrouve : d'ailleurs, c'est l'idéologie qui est importante pour moi, pas le parti. Aujourd'hui, je suis convaincue que l'écologie politique est la



mieux représentée par Ecolo. Je me sens donc en grande cohérence avec moi-même au sein de mon parti. Si ce n'était plus le cas un jour, je ne sais pas ce que je ferais... Si demain Ecolo devait prendre des décisions en contradiction avec ses valeurs, ce serait un gros problème pour moi. Mais je n'aurais pas envie de jouer l'électron libre, car je reste persuadée que l'action collective est plus efficace et plus forte que l'action individuelle.

Nous vivons un temps où le pouvoir politique cible les individus et les culpabilise. Cette manière de considérer les individus les uns par rapport aux autres, voire de les dresser les uns contre les autres, est typiquement une politique de droite. Certaines dernières mesures gouvernementales pointent la responsabilité individuelle de personnes qui sont en fait les victimes d'un système global. C'est pour lutter contre ça que je me suis engagée en politique, car c'est complètement insupportable : c'est le système qu'il faut changer...

Si je prends l'école, qui est le dossier que je connais le mieux, ce ne sont pas les parents des enfants défavorisés qu'il faut blâmer, ni les enfants défavorisés ou primo-arrivants qu'il faut encourager à plus de performances, ni les enseignants qu'il faut rendre responsables des dysfonctionnements... Il faut agir sur ce qui est collectif et public, c'est-à-dire le système scolaire, pas culpabiliser les individus qui le composent, voire le subissent. La politique permet d'agir à un niveau structurel. C'est une grande différence avec le pouvoir d'agir de l'associatif, qui peut plus difficilement avoir une action sur du long terme, par rapport au politique qui peut pérenniser les changements par des lois, des décrets... Même s'il ne faut pas se voiler la face, il y a aussi les contraintes budgétaires qui peuvent freiner l'application de décrets, les résistances à différents niveaux, etc. Je ne pourrais pas citer le nombre de décrets qui ont été votés et qui ne sont pas mis en oeuvre... Ça peut paraître cynique de ma part, mais c'est une réalité aussi.

C : Actuellement, les associations se sentent de plus en plus contraintes par des démarches administratives, de plus en plus mises en concurrence aussi...

B.T. : On est en train de vivre un morcellement de plus en plus grand des compétences, qui engendre ces tensions. C'est une dérive, qui ne concerne d'ailleurs pas que l'associatif, mais aussi les pouvoirs publics. À Schaerbeek par exemple, on a dû créer un service de recherche de subsides, qui fait la même chose que les associations : récolter, lire et répondre à des appels à projets, introduire des demandes, etc. Ce service rapporte à la commune plus que ce qu'il lui coûte, c'est incroyable quand on y pense ! Je préférerais que ces gens soient employés pour faire des choses, pour agir sur le terrain, pour créer... Cette ingénierie administrative est un frein énorme aux pouvoirs d'agir, où qu'ils se situent.

C : Qu'est-ce qui pourrait renforcer un pouvoir d'action commun entre l'associatif et le politique, et particulièrement ton parti ?

B.T. : Dans ma vision des choses, forcément déformée, je n'ai pas l'impression d'être dans une opposition « associatif-politique ». Mais peut-être qu'on devrait faire plus de choses en commun ! Par exemple, on a prévu cette année lors de nos rencontres Ecolo à la fin du mois d'août, de donner carte blanche une après-midi à l'associatif, notamment au Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté. C'est ce genre de passerelles qu'on devrait peut-être mettre en place plus régulièrement. Se voir et se parler plus souvent, faire réseau... pour agir. Ensemble.

**Rencontre avec Christine Mahy - Secrétaire générale  
du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté, Namur,  
octobre 2015**

CEMEA : Quel est ton parcours ?

Chistine Mahy : Très jeune déjà, j'ai ressenti l'impression que des injustices sociales étaient à l'oeuvre. Au regard de ma réalité de vie familiale, de mon parcours scolaire... Pour le dire simplement, papa était ouvrier et maman faisait des ménages. J'ai toujours vécu un discours de la part de mes parents, à une époque pourtant de montée de classes, qui pourrait se résumer à « on fait partie des petits qui doivent s'écraser et mettre toute leur énergie à tenter d'accéder à un logement décent, à offrir la possibilité à leurs enfants de faire des études, etc. »

Ayant peu accès à des mécanismes de prises de décisions collectives, au jeu politique, à une implication syndicale ou même à des dynamiques d'éducation permanente, mes parents se disaient que, pour arriver à traverser la vie sans trop d'encombres, il ne faut pas trop se faire remarquer.

Mais le premier élément déterminant dans mon parcours, ça a été le choix de mon école secondaire. Quand on sortait de l'enseignement primaire où j'étais à Marloie, soit on allait vers Marche-en-Famenne, qui était la ville bien vue, un peu bourgeoise (« on montait » en terme de considération sociale), soit on allait vers Jemelle, qui était un milieu de cheminots, plus populaire. Ce qui a été mon cas, pas par choix personnel, mais parce que mes parents avaient décidé de ne plus inscrire leurs enfants à l'école à Marche-en-Famenne, suite au vécu difficile d'une de mes soeurs aînées, qui s'y était sentie discriminée, jugée... J'ai donc suivi ma soeur et j'en étais très contente, mais j'ai vécu comme une cassure avec mes anciens camarades d'école, la majorité allant d'un côté et une minorité de l'autre.

À Jemelle, il n'y avait que l'option « scientifiques B »... et les professionnelles. Et j'avoue que j'ai fait partie, à 12-13 ans, de ces élèves qui avaient besoin de se distinguer des élèves de professionnelles : en n'étant pas très corrects avec eux dans les trains, en n'ayant pas envie d'être vus en leur compagnie... Mais assez vite, j'ai senti que je participais à quelque chose qui ne me convenait pas. Je me suis donc engagée, avec d'autres dans l'école, à voir les choses autrement et à monter des projets avec les professionnelles.

C'est à ce moment-là que j'ai commencé à chercher et trouver des leviers collectifs pour agir ! Dans mon parcours scolaire, le contenu de l'apprentissage est alors devenu accessoire par rapport au fait collectif. J'étais quelqu'un qui organisait avec d'autres des événements dans l'école, qui faisait vivre l'école, beaucoup plus que d'être une élève studieuse...

Au sortir de mes secondaires, j'ai voulu me diriger vers des études d'assistante sociale. Pour mes parents, ça a été un choc, particulièrement pour ma maman ! Elle rêvait qu'au moins une de ses quatre filles devienne universitaire et j'incarnais cet espoir. Non seulement je lui annonçais que je n'allais pas à l'université, mais qu'en plus, je voulais travailler dans le social ! Je l'entends encore : « On a tout fait pour s'éloigner des difficultés et avoir une vie la meilleure possible, tu ne vas quand même pas retourner en arrière ?! » Autrement dit : « Tu ne vas pas aller travailler avec des gens qui ont les difficultés qu'on aurait pu avoir ?! » Mes parents ont fini par accepter mon choix, mais s'ils m'avaient demandé d'exposer clairement mes motivations, j'en aurais été incapable. Ce n'était pas conscientisé.

Durant ma formation à l'école sociale, les choses se sont précisées. J'ai rapidement compris qu'on m'apprenait que c'étaient les gens qui étaient en défaut et qu'il fallait les accompagner pour les remettre en ordre, qu'ils retournent sur le droit chemin... La majorité des cours était organisée avec cette vision des choses : avec beaucoup de bienveillance, de bonne volonté, de respect pour les bénéficiaires... mais le problème venait quand même d'eux ! Ça m'a vite révoltée. En quoi mes parents ou bien les élèves de professionnelles étaient-ils en défaut ? En quoi est-ce que, moi, j'étais en défaut ? Je ne venais pas d'un milieu politisé ou syndicalisé, ou engagé dans la culture, j'avais donc peu de points d'appui : j'ai été tentée d'arrêter mes études, pour ne pas participer à ce système.

J'ai finalement recommencé ma deuxième année d'école sociale, en m'investissant en dehors des cours (ou pendant les cours où je n'allais pas) dans du bénévolat, dans une école de devoirs ou chez ATD-Quart-Monde, ce qui a marqué le début de mon investissement dans la lutte contre la pauvreté... Et en troisième, j'ai décidé de faire un stage de type communautaire dans ma région, ce qui était très marginal en milieu rural. Il y avait une cité d'habitations sociales à Marche-en-Famenne, dans laquelle il n'y avait rien d'organisé, de collectif... Rien non plus pour m'ouvrir une porte pour mon stage, mais je savais que si je me tournais vers les services traditionnels, comme le CPAS ou les plannings familiaux, j'allais retomber dans le schéma classique de l'intervention sociale.

Je suis donc allée trouver les responsables de la société d'habitations, pour les informer que je voulais faire un stage dans un quartier qu'ils géraient. Ils ont accepté, car ils venaient d'engager une assistante sociale et je pourrais donc lui être utile. Mon stage a débuté et j'ai réalisé que l'assistante sociale était plus utilisée pour aller récupérer les loyers impayés que pour apporter du soutien aux habitants... De nouveau, je savais que ça n'allait pas, que ce n'était pas cela qu'il fallait faire, mais je ne savais pas comment m'y prendre pour faire autrement.

Je suis entrée en conflit avec la société d'habitations sociales, mais je voulais vraiment continuer ce stage. Alors j'ai décidé de louer une maison dans le quartier. Je n'avais pas d'argent et la société d'habitations n'ayant pas voulu me prêter gratuitement un local, j'ai été considérée comme minimexée en tant qu'étudiante et j'ai pu louer une maison. J'ai démarré mon action en faisant du copier-coller de ce qui se faisait en ville, avec l'aide d'une autre étudiante : ouvrir une maison de quartier, avec une école de devoirs, des cours de français (il y avait une importante communauté turque) et des animations pour les enfants... On n'avait pas de moyens et on n'était que deux, mais on a eu la chance d'avoir des alliés importants.

La première alliée a été ma maître de stage : elle n'a pas creusé pour savoir si les conditions étaient parfaitement remplies, s'il y avait un chef de stage sur place par exemple. Elle a soutenu le projet, à sa manière.

Mon deuxième allié a été plus inattendu. Il y avait un curé assistant social qui travaillait pour le centre des immigrés Namur- Luxembourg. Depuis longtemps, il était en contact avec la communauté turque et tenait une sorte de permanence sociale, mais il n'arrivait pas à y faire venir les gens. Il a entendu dire un jour qu'il y avait une étudiante un peu barjo qui menait un projet dans la cité sociale et il est venu me trouver avec une proposition : « Si vous êtes d'accord pour que je tiens ma permanence dans votre maison, je paie le chauffage. » L'apport financier était plus que bienvenu : j'ai accepté et on a développé par la suite des relations riches. Des liens se sont aussi tissés avec certains travailleurs des PMS, avec des enseignants...

Ce sont ces personnes que j'ai rassemblées ensuite pour créer une asbl, afin que ce qui s'était initié pendant le stage puisse continuer.

C'est donc la conscience politique qui s'affirme, un pouvoir d'agir collectif qui se met en place, au départ d'une histoire personnelle, grâce à de belles rencontres, avec aussi le besoin d'analyser le système, de contourner les règles, avec une certaine prise de risques.

Après mon stage, il y avait donc cette maison qu'on louait et une petite asbl qui n'avait pas de moyens. J'ai vite réalisé que, même si c'était là que j'avais envie d'investir mon énergie, il fallait que j'aie des rentrées d'argent régulières. J'ai trouvé un emploi à mi-temps, afin de garder l'autre mi-temps pour développer « La chenille » (le nom de la maison de quartier), mais c'était trop difficile financièrement. Alors, j'ai accepté un temps plein, mais dans un cadre qui m'intéressait : le centre culturel de Marche-en-Famenne recrutait, j'ai postulé et j'ai été engagée comme animatrice en éducation permanente. À partir de ce moment, j'ai essayé constamment de faire réseau, de connecter les activités de la maison de quartier et le centre culturel, en essayant de promouvoir une logique d'éducation permanente, même si je ne savais pas très bien ce que c'était. Ce n'était certainement pas à l'école sociale qu'on apprenait cela et comme j'étais peu politisée et peu investie dans les mouvements d'éducation permanente, j'avais

tout à apprendre.

J'ai beaucoup lu, écouté, analysé et appris, grâce à des rencontres avec des personnes du monde culturel, du théâtre-action, de l'éducation populaire, engagées bien avant moi dans des luttes sociales (en faveur du milieu rural, en faveur des étrangers, en soutien au peuple palestinien...). J'avais une conscience citoyenne et probablement une capacité à analyser les choses, mais j'ai eu besoin de ces points d'appui, de ces connaissances et de ces renforcements.

CEMEA : Tu n'as jamais été tentée par la politique ? Rejoindre un parti ?

C.M. : On me l'a déjà proposé. Plusieurs fois. J'ai toujours dit non, parce que j'ai le sentiment, à tort ou à raison, que ce que je suis, la manière dont je fonctionne, les réseaux dans lesquels je suis inscrite, les personnes-ressources auxquelles je fais appel... tout cela me donne plus de pouvoir d'action dehors que dedans. Plus d'indépendance aussi, pour tenter de créer un rapport de forces égalitaire avec les représentants du monde politique. J'ai aussi un tempérament qui fait que je ne pourrais pas accepter des formes de lignes de parti. Par contre, j'estime que chacun de mes actes est politique, car toute intervention sociale et éducative est éminemment politique. La manière dont on agit, avec quelles visées, quels objectifs, vers quelle population, etc. : on pose des choix qui ont des conséquences et déterminent toute une série d'orientations dans la société.

CEMEA : Dans ton parcours, il est essentiellement question de pouvoir d'agir collectif. Comment envisages-tu le pouvoir d'agir individuel ?

C.M. : L'un des enjeux de la dynamique d'éducation permanente, selon moi, est celui de la réappropriation des espaces par les individus : l'espace physique, l'espace de parole, l'espace de représentation, l'espace pour agir et infléchir les choses, l'espace de créativité, etc. Un moyen d'action du RWLP est de provoquer des rencontres atypiques, de faire se rencontrer des « témoins du vécu » militants, qui vont partager leurs réalités et qui, en les posant ensemble sur la table, vont prendre de la hauteur, dégager la ou les cause(s) collective(s) de ce qui les opprime individuellement. On analyse les systèmes d'oppression, pour en retirer des recommandations ; au-delà des recommandations, on met ensuite en place des stratégies, pour faire évoluer concrètement les choses.

Il faut travailler à tous les niveaux : en tout premier lieu avec les gens, ensuite avec les représentants du monde politique et avec les intermédiaires (syndicats, mutuelles, fédérations... qui ont un pouvoir d'influence, d'organisation, de consultation...). Enfin, il faut travailler avec la société en général, sur les représentations de l'opinion publique... et par conséquent, avec les médias.

Au RWLP, on travaille sur ces cinq pôles, avec un engagement maximal vis-à-vis des personnes, à travers les associations sur le terrain, mais en ne négligeant pas les autres pôles et en reconnaissant l'importance de chacun, pour créer un vrai dialogue. Sinon, le risque est de mettre en place une forme de participation basique, où les gens vont se parler et s'écouter gentiment, mais sans se comprendre, sans empathie et donc sans que rien ne change.

CEMEA : On vit actuellement dans une société qui culpabilise énormément les individus (en tout cas, ceux « qui n'y arrivent pas »). Mais n'est-ce pas leur reconnaître dès lors, de fait, un pouvoir d'action ?

C.M. : Aujourd'hui, ce qui circule, c'est que les gens sont responsables de ce qui leur arrive : « On a ce qu'on mérite ! » Je pourrais même parler d'hyper-responsabilisation : quand on est pauvre, on doit être encore plus vertueux qu'un autre ! Il faut en effet être plus résistant à la société de consommation, à la publicité ; il faut compter mieux qu'un autre parce qu'il ne s'agit pas de se tromper une fois ; il faut aimer les démarches administratives parce qu'on en a cent fois plus... Tout est construit dans cette vision de l'individu responsable-coupable de ce qui lui arrive et cela s'inscrit malheureusement aussi dans les dispositifs politiques, particulièrement à partir du fédéral, qui sont en train

de rogner des morceaux de la solidarité collective : les attaques sur les chômeurs, sur les bénéficiaires d'allocations sociales, sur les réfugiés... On est en train de détruire l'image qu'une société doit faire cohésion, que personne ne doit rester au bord du chemin : on dresse les gens les uns contre les autres.

Et cela ne se passe pas qu'au niveau des individus, on est passé à l'étape suivante depuis un certain temps : ce sont les associations qu'on dresse les unes contre les autres ! Aujourd'hui, le rapport contractuel entre le monde associatif et le pouvoir public est très problématique. Le monde associatif a-t-il encore suffisamment d'indépendance pour réaliser la mission pour laquelle le pouvoir public lui donne les moyens ? Ou bien l'associatif devient-il le prestataire du pouvoir public ? Ajouter à cela une mise en concurrence des secteurs, en disant, par exemple, que l'insertion socio-professionnelle est plus importante que l'éducation permanente. Ces affirmations circulent de manière de plus en plus décomplexée...

Les enjeux sont énormes, parce que derrière ces associations, il y a des emplois et des moyens. Et derrière ces emplois et ces moyens, il y a des usagers, des bénéficiaires... Le danger pour ces associations est de devoir faire de plus en plus de concessions au pouvoir public pour répondre à ses critères (de reconnaissance, d'agrément, de financement...) au point de voir s'estomper leurs objectifs premiers et de s'éloigner des besoins de leur public.

Cette réalité a sans doute un lien avec la création de mouvements citoyens comme la plate-forme de soutien aux réfugiés, « Tout Autre Chose », etc. Je pense qu'on y retrouve pour partie des travailleurs sociaux qui vivent mal leur état de travailleurs à l'endroit où ils sont ! Ces personnes essaient de remplir leur mission du mieux possible, en tentant de garder des balises, une éthique... mais elles n'y arrivent plus. Cela peut être tant dans l'associatif, que dans un CPAS, dans la personne au Forem qui fait le suivi des chômeurs, dans l'accueil d'un centre pour réfugiés... Le malaise vécu par une partie de ces acteurs de première ligne les pousse à aller s'engager dans « autre chose », qui soit complètement citoyen. Dans ce mal-être, ce refus de cautionner un système (tout en étant obligé de continuer à travailler pour vivre), les gens se retrouvent en marge du fonctionnement de l'ensemble du dispositif : tout est rejeté en bloc, pour créer « autre chose ».